

ÉTAT DE LA PAUVRETÉ EN FRANCE 2022

D'APRÈS LES STATISTIQUES D'ACCUEIL 2021
DU SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE



PRÉSENTATION
PRESSE

À L'ÉPREUVE DES CRISES

ENQUÊTE SUR LES BUDGETS
DES PLUS PRÉCAIRES



LE SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

En France, grâce à 3500 équipes locales (France métropolitaine et outre-mer) et un réseau de près de 60 000 bénévoles et de 890 salariés, l'an dernier **938 000 personnes ont été accueillies** et soutenues dans 2400 lieux d'accueil.

À l'international, en 2021, 426 opérations ont été menées dans 52 pays, en lien avec le réseau Caritas Internationalis (162 Caritas) et 2.4 millions de personnes ont été bénéficiaires de l'aide internationale.



Pourquoi le Secours Catholique publie un rapport pauvreté chaque année ?

Tous les ans, le Secours Catholique présente les contours d'une pauvreté multiple et complexe qui caractérise l'exclusion d'aujourd'hui. Cette analyse de l'état de la pauvreté en France est menée grâce au recueil annuel des données remontées de ses **72 délégations**.

Crédibilité et originalité du Secours Catholique

- **Objectiver** les constats sur la pauvreté en France
- **Proposer des solutions** à partir de ces constats et des paroles des personnes rencontrées
- **Présence sur tout le territoire** (*métropole et outre-mer, rural et urbain*)
- **Double compétence** : Plaidoyer et actions terrain



PROFIL GÉNÉRAL



Profil général, ce qu'on étudie

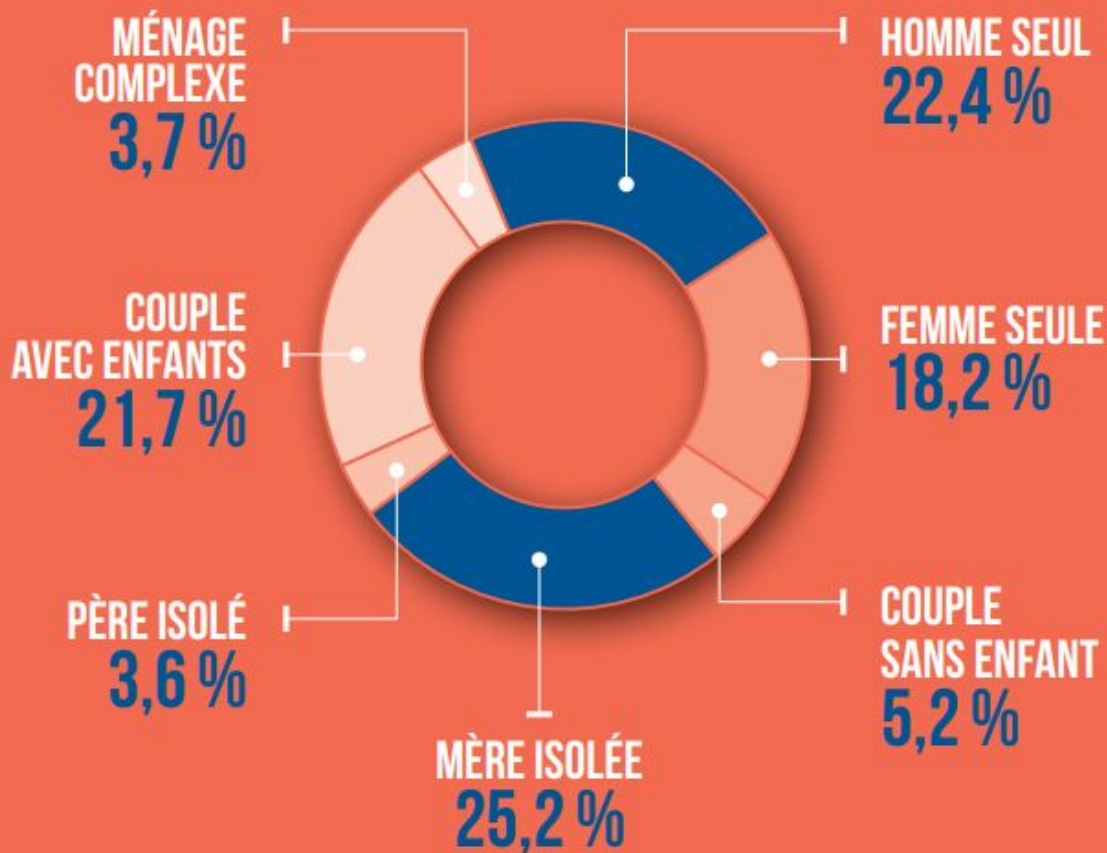
46 000 fiches statistiques contenant des informations sur la démographie, la situation face à l'emploi, les ressources et conditions de vie recueillies dans les 72 délégations de l'association.



Démographie : Une majorité de familles

Par rapport à la population générale: une forte part de familles monoparentales et d'hommes seuls

Augmentation de la part de femmes seules

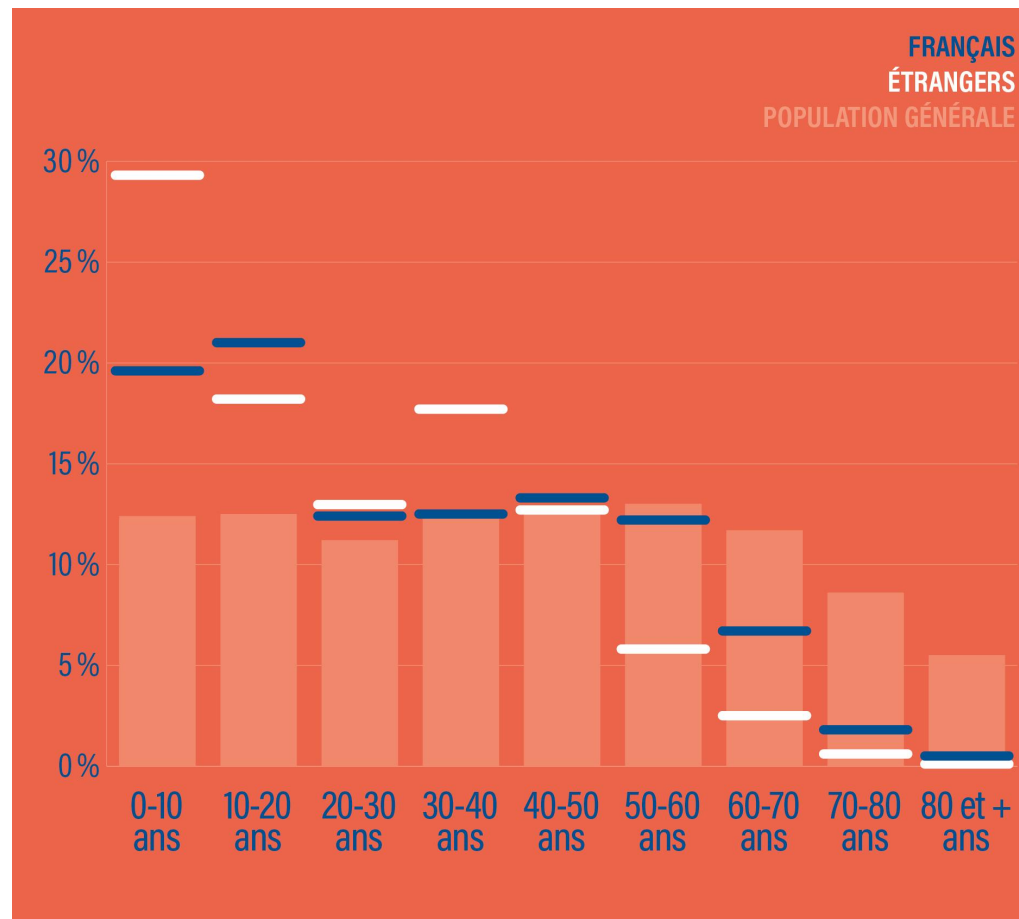




Démographie: Tranches d'âge actif très présentes

Les **25-50 ans**
très présents

Augmentation de
la part des + de
60 ans





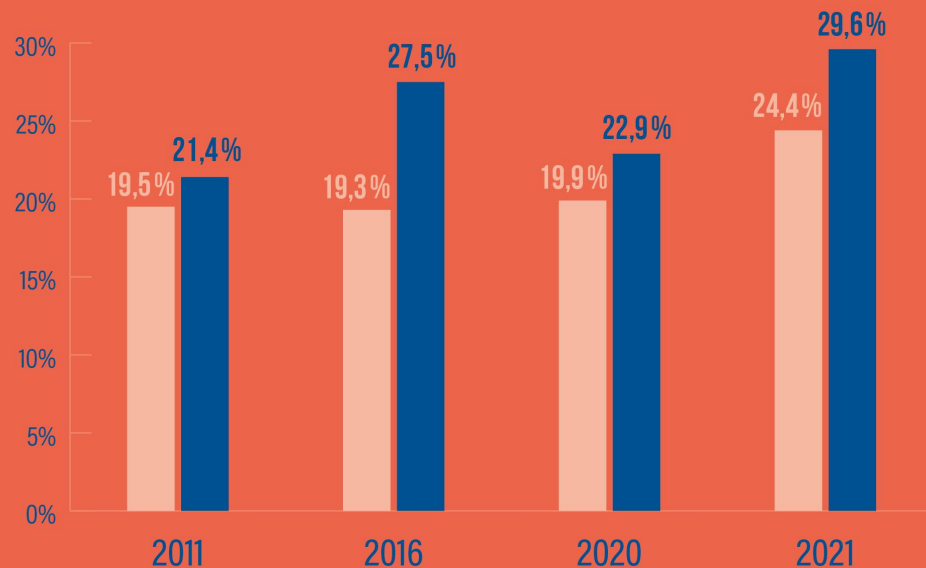
Chômage

Le chômage de longue durée concerne 6 chômeurs sur 10

Augmentation de la part de chômeurs indemnisés de longue durée par rapport à 2020 où la crise avait poussé des chômeurs + récents dans nos accueils

Durée en chômage indemnisé

DE 1 AN À 2 ANS PLUS DE 2 ANS



EMBARGO

jusqu'au 17 novembre 2021 00:01



Niveau de vie

Un niveau de vie de
548 euros équivalent
à la moitié du seuil
de pauvreté en 2021

2/3 des ménages
sous le seuil
d'extrême pauvreté

RESSOURCES MENSUELLES EN 2021

NIVEAU DE VIE MÉDIAN FRANCE
MÉTROPOLITAINE EN 2020

1 887 €

SEUIL DE PAUVRETÉ
EN 2020

1 132 €

NIVEAU DE VIE MÉDIAN
DES PERSONNES ACCUEILLIES
PAR LE SCCF EN 2021

548 €

1 900 €

1 800 €

1 600 €

1 400 €

1 200 €

1 000 €

800 €

600 €

400 €

200 €

0 €



Logement

Près du tiers (32%) des ménages rencontrés vivent en logement instable ou sans logement

La part des ménages avec enfants en logement précaire augmente en 2021

11 % 
LOGEMENT PRÉCAIRE



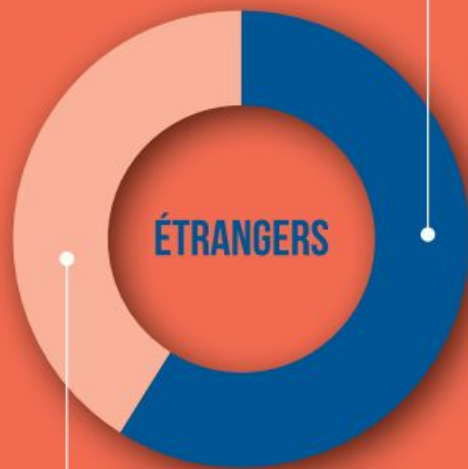
FRANÇAIS



89 %

LOGEMENT STABLE

59 % 
LOGEMENT PRÉCAIRE



ÉTRANGERS



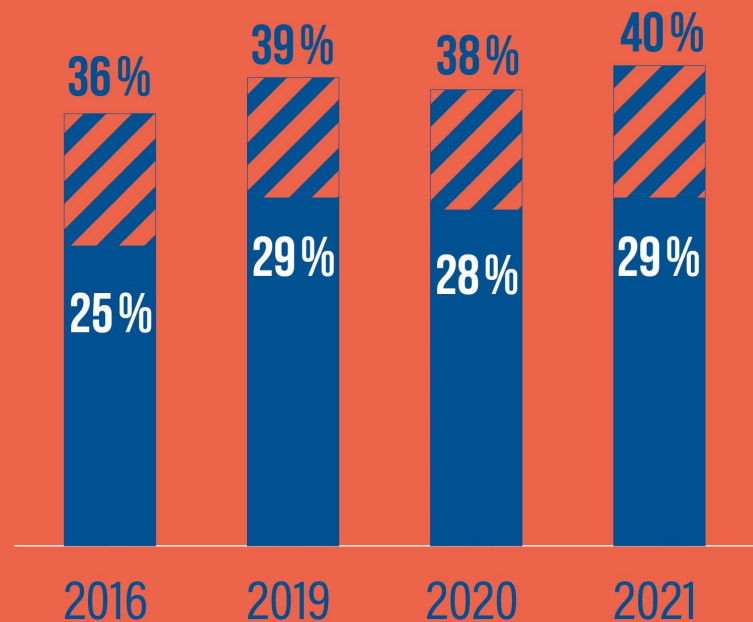
41 %

LOGEMENT STABLE



Non recours au RSA

**Le tiers des
ménages
éligibles ne
perçoivent pas
le RSA**





LES SITUATIONS DE PAUVRETÉ EN TEMPS DE COVID-19



Budget des ménages en temps de crise, ce qu'on étudie

Près de **9000 relevés budgétaires** issus des dossiers d'accueils dans une dizaine de délégations

3 périodes de recueils: avant la crise covid, puis de juin 2020 à février 2021 puis de juin 2021 à février 2022

Approche complémentaire de l'étude de la pauvreté

Apport de connaissance sur les conséquences de la crise covid



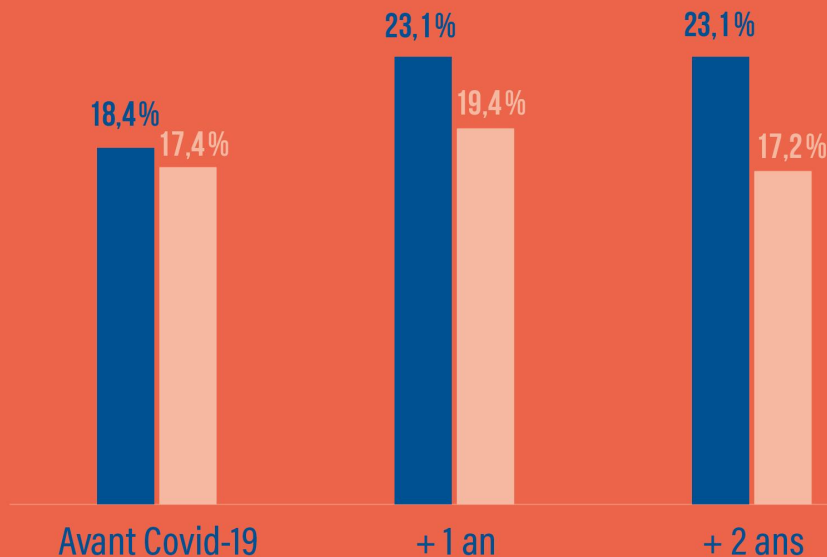
Evolution des profils durant la crise

**Au sein des ménages
nouvellement accueillis,
augmentation de la part de
ceux moins soutenus par
les aides d'urgence:
femmes seules notamment**

**La part de femmes seules
reste stable entre + 1 an et
+ 2 ans**

FEMMES SEULES

COUPLES AVEC ENFANTS



Ménages nouvellement accueillis

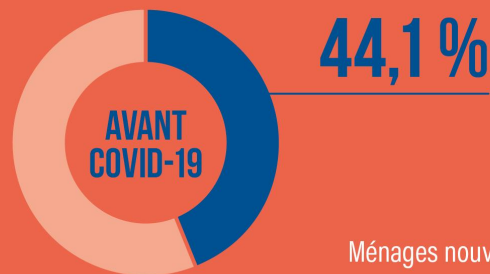
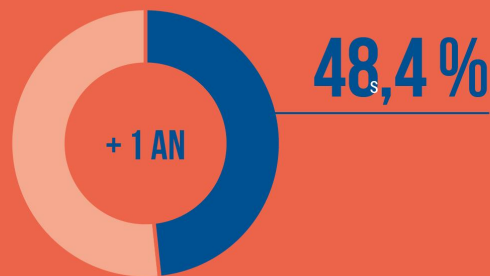
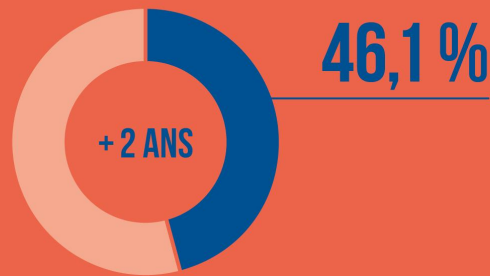


Evolution des profils durant la crise

Au sein des ménages nouvellement accueillis:

- Augmentation de la part de
chômeurs juste après le
début de la crise sanitaire
- Augmentation de la part de
ménages en situation
d'impayés

PART DE CHÔMEURS



Ménages nouvellement accueillis



Evolution des profils durant la crise

Ménages déjà connus / ménages nouvellement accueillis

Ménages déjà connus: une pauvreté plus structurelle

Ménages nouvellement accueillis dans la période de crise sanitaire: fragilisés par le choc subi qui ne permet plus de boucler les fins de mois



Niveau de vie médian

**Un niveau de vie médian
proche du seuil d'extrême
pauvreté**

**L'effet visible des aides
ponctuelles pour les ménages
déjà connus**

ENSEMBLE



DÉJÀ CONNUS



PREMIÈRE RENCONTRE



Avant Covid-19

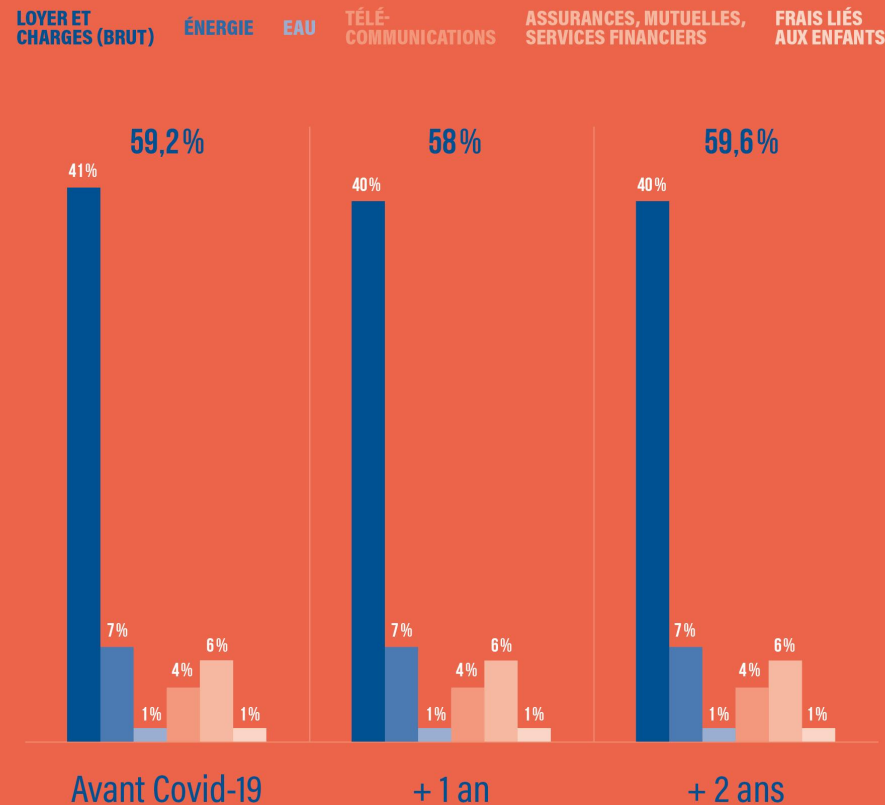
+ 1 an

+ 2 ans



Importance des dépenses pré-engagées (*loyer, énergie, téléphone...*)

Elles représentent près de **60%**
des ressources disponibles
soit une part **2 fois plus**
importante que pour
l'ensemble des ménages
vivant en France (30%)





Reste pour vivre quotidien

2 ans après l'émergence de la crise, la moitié des ménages rencontrés disposent d'un reste pour vivre de moins de 7,5 €* par jour et par unité de consommation, soit une diminution de 0,5 à 1 € par rapport à l'avant crise.

Cette baisse s'explique :

- par le poids des crédits et dettes accumulés par les ménages déjà connus des équipes
- par le poids croissant des dépenses contraintes chez les ménages nouvellement accueillis dont les revenus ont été particulièrement déstabilisés par la crise

***soit 5 euros par jour et par personne pour "reste pour vivre".**

ENSEMBLE



DÉJÀ CONNUS



PREMIÈRE RENCONTRE



Avant Covid-19

+ 1 an

+ 2 ans



Des besoins exprimés et des impayés qui illustrent les arbitrages impossibles

BESOINS EXPRIMÉS EN 2021



ÉCOUTE, CONSEIL,
ACCUEIL

59 %



LOYER, FACTURES
ÉNERGIE, EAU

18 %



ALIMENTATION

50 %

NATURE DES IMPAYÉS EN 2021



LOYER, MENSUALITÉS
D'ACCESSION

40 %



GAZ, ÉLECTRICITÉ,
COMBUSTIBLES

39 %



DÉCOUVERT BANCAIRE

18 %



EAU

19 %

780€
IMPAYÉ MÉDIAN



Crainte des effets de l'inflation à long terme

Alors que la réalité est déjà faite de choix impossibles:

- **Arbitrer entre le paiement du loyer ou de l'énergie...**
- **Privilégier les dépenses alimentaires au risque de s'endetter ou faire appel à l'aide alimentaire**

Un texte d'analyse de ces situations par un groupe du Secours Catholique de la délégation du Rhône est présent dans le rapport statistique et appuie ces constats



Budget des ménages enseignement de l'étude sur 3 périodes, en temps de crise

La crise sanitaire a conduit certains ménages à venir nous rencontrer pour la 1^{ère} fois, des ménages plus en emploi ou au chômage et percevant des revenus du travail et des transferts, mais très fragilisés par la crise sanitaire.

Pour les personnes ciblées par les aides d'urgence mises en place, elles ont temporairement limité l'aggravation des conditions de vie. Mais la crise a été un choc brutal pour les personnes déjà accompagnées, qui sont dans une forme plus structurelle de pauvreté, ancrée dans la durée.

Ce que ces ménages ont en commun: pas de marge de manœuvre ni de filet de sécurité



Principales recommandations du Secours Catholique-Caritas France

Se doter d'un outil annuel de mesure de la pauvreté en niveau de vie arbitrage, en s'appuyant sur l'Insee, afin de compléter la production actuelle du taux de pauvreté, qui ne rend pas compte des contraintes que les dépenses pré-engagées exercent sur les ressources.

Se donner pour cap de garantir à chaque ménage un revenu minimum arbitrage permettant de sortir de la grande pauvreté ou de ne pas y tomber, pour que chacun puisse contribuer sans crainte du lendemain à la société.



Principales recommandations du Secours Catholique-Caritas France

Augmenter le pouvoir de vivre des ménages les plus modestes :

- **L'accès à un emploi et à un salaire décent, accompagnement de long terme**
- **Relever les minimas sociaux** dès à présent à hauteur de 40% du revenu médian, les réindexer sur l'inflation et faire accéder au RSA, sous conditions de ressources, les 18-25 ans et les personnes étrangères dès l'obtention d'un titre de séjour
- **Engager une politique déterminée contre le non-recours aux prestations sociales**

Contacts presse

Djamila Aribi

djamila.aribi@secours-catholique.org

06 85 32 23 39

Christelle Bresin

christelle.bresin@secours-catholique.org

06 71 00 69 73

Sandrine Verdelhan

sandrine.verdelhan@secours-catholique.org

06 61 54 10 69

#rapportpauvrete



Budget des ménages - définitions

